

Burundi : Graves conséquences de l'interdiction des deux-roues à Bujumbura

RFI, 12/04/2022 Burundi : la société civile inquiète des conséquences de l'interdiction des deux-roues à Bujumbura. Depuis le 11 mars 2022, le ministre de l'Intérieur a strictement interdit toute circulation des deux-roues à Bujumbura. Une mesure qui a frappé de plein fouet les activités d'une ville qui faisait déjà face à une pénurie d'essence. Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem), l'une des rares organisations de la société civile indépendante active dans le pays, constate que cette mesure a eu de graves conséquences.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Lorsque la décision d'interdire taxis motos, vélos et tuk-tuk à Bujumbura est entrée en application il y a un mois, la vie économique du Burundi connaissait déjà une pénurie de plusieurs biens de première nécessité. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer avec une très sévère pénurie d'essence et de gasoil, d'une ampleur jamais égalée de millions de Burundais, selon de nombreux témoignages. Activités au ralenti : « La pénurie de carburant a compliqué les choses. Les activités sont au ralenti. Il y a une inflation explosive des produits alimentaires suite à cette perturbation d'approvisionnement. Donc, c'est un sentiment d'amertume et c'est un sentiment de désignation. Les gens ne savent à quel point se vouer à », explique le président de Parcem, Faustin Ndirakimana. Conséquences de cette décision : les activités sont quasiment paralysées à Bujumbura. Ceux qui ont des véhicules passent le plus clair de leur temps à faire la queue devant une station d'essence. Ceux qui n'en ont pas doivent marcher pendant des heures pour aller au travail et retourner à la maison. Sonnette d'alarme Faustin Ndirakimana tire donc la sonnette d'alarme : « Le gouvernement devrait vraiment se pencher, approfondir cette question avant qu'elle atteigne son paroxysme parce que la situation est de plus en plus inquiétante, voire alarmante même. » Contacté par RFI hier soir, le ministre burundais de l'Intérieur et de la Sécurité publique, le général Gervais Ndirakobuca s'est refusé à tout commentaire.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});